

Éducation : les douze travaux de Gabriel Attal

Alors qu'hier, l'enquête internationale Pisa a confirmé une baisse de performance, Gabriel Attal a annoncé de nombreux changements de l'école au lycée pour élever le niveau des élèves.

Il y a deux mois, Gabriel Attal avait annoncé de grands changements pour élever le niveau des élèves. Alors que la dernière enquête Pisa (*lire par ailleurs*) confirme une baisse de performance en France, le ministre de l'Éducation « refuse la fracture scolaire » et annonce de nombreux chantiers à lancer.

Ce qui change à l'école

Pour provoquer son « choc des savoirs », Gabriel Attal va revoir l'architecture des programmes scolaires. « Moins volumineux », simplifiés, ils vont être harmonisés dès septembre de la maternelle au CE2. Pour les mathématiques, « la méthode de Singapour » appliquée « par soixante-dix pays » sera appliquée, avec un apprentissage de notions (fractions, nombres décimaux) dispensé plus tôt durant la scolarité. Cela passera aussi par des manuels scolaires « labellisés », « financés par l'État » et pas par les collectivités, promet le ministre.

Pour les syndicats, le risque est à « l'uniformisation des cours, c'est la fin de la liberté pédagogique », craint Isabelle Vuillet, de la CGT Éducation. Sur la « question taboue des redoublements », devenus des décisions prises à titre exceptionnel depuis 2014, le dernier mot appar-

tiendra de nouveau aux professeurs, et non plus aux familles (ce sera aussi le cas au collège et au lycée). « Mieux vaut réussir son primaire en six ans que d'échouer en cinq ans », justifie le ministre.

« Il recycle des vieilles méthodes pourtant contestées par la recherche scientifique. Le redoublement n'est pas efficace et est néfaste sur le parcours des élèves par la suite », estime Guislaine David, du syndicat Snuipp-FSU.

Ce qui change au collège

Comme pressenti, les fondations du collège unique vont trembler. Ce modèle, qui prévoit que tous les enfants reçoivent la même formation, va être rénové avec l'arrivée de trois groupes de niveaux dès la rentrée 2024 pour les 6^e et 5^e. Les 4^e et 3^e suivront dès 2025. Ces groupes seront « flexibles », les élèves pouvant passer d'un groupe à l'autre selon leur progression ou leurs lacunes. Les collégiens connaissant les plus grandes difficultés pourront bénéficier d'une « scolarité aménagée », avec plus d'heures consacrées à la maîtrise des fondamentaux.

Spécialiste de l'éducation à l'OCDE, Éric Charbonnier a observé des « relations positives » entre « ces regroupements » dans d'autres sys-



Le ministre de l'Éducation nationale hier, à Paris. | PHOTO : V. ISORE, IP3 PRESS, MAXPPP

tèmes éducatifs à l'étranger et « les résultats en maths » de l'enquête Pisa. Mais met en garde : « Il ne faut pas stigmatiser les élèves, avec l'idée de classes pour les bons et les nuls. »

Sophie Vénétitay, du Snes-FSU, commente : « C'est hors sujet. La baisse de niveau, c'est le bilan de la politique menée par Emmanuel Macron, qui supprime des postes d'enseignants. » Pour encadrer ces groupes, Gabriel Attal promet en réponse « de recruter », sans s'avancer sur un chiffre.

Le diplôme national du brevet (DNB), décerné en fin de collège, sera aussi réformé pour renforcer son « exigence », avec notamment une part accrue donnée dans la note globale aux épreuves finales, qui représenteront 60 % du verdict, contre 50 % aujourd'hui. Surtout, son obtention « conditionnera » à partir de 2025 « l'accès au lycée ». Quand on ne le décroche pas, « cela signifie qu'on n'a pas le niveau pour y entrer », martèle Gabriel Attal. Les élèves qui échouent devront rejoindre une classe « prépa-lycée ».

Ce qui change au lycée

En dehors de l'accès bientôt conditionné à la seconde, peu de changements sont à prévoir au lycée, déjà rebâti de fond en comble ces dernières années avec la réforme Blanquer. Une nouveauté, tout de même, en filières générales et technologiques : l'organisation d'une épreuve anticipée du bac, comme en français, de « culture mathématique et scientifique » aux contours encore flous, dès 2025-2026. Alors que les épreuves font leur retour en juin cette année, « c'est une énième retouche du bac Blanquer, ironise Sophie Vénétitay. Comme un vieux vêtement qu'on raccommode. »

Johan BESCOND.

Vers une interdiction des « puffs »

L'Assemblée nationale a adopté, lundi soir, un texte de loi pour interdire les « puffs », ces cigarettes électroniques à usage unique.

La forme jetable de la cigarette électronique devrait être interdite après l'adoption, à l'unanimité lundi soir, d'une proposition de loi en première lecture à l'Assemblée nationale. Le texte a aussi le soutien du gouvernement.

Pas chères, colorées, parfumées à la fraise ou au chocolat, décrites comme addictives... Souvent appelées « puff » (« bouffée », en anglais), ces e-cigarettes non rechargeables sont très populaires chez les jeunes. Arrivées en France fin 2021, elles se vendent à l'unité dans les bureaux de tabac et, légalement, aux majeurs.

Francesca Pasquini, députée EELV à l'origine de la proposition de loi, a voulu se « focaliser sur les puffs pour arriver rapidement à une pure et simple interdiction ».

Les députés et le gouvernement espèrent aboutir à cela d'ici à septembre 2024, dans le cadre du plan pour « une génération débarrassée du tabac dès 2032 ».

Si la proposition de loi doit encore être adoptée au Sénat, elle doit surtout être notifiée par le gouvernement à la Commission européenne, qui a ensuite six mois pour donner son avis. L'exécutif pourrait anticiper et lancer la procédure avant même le



Les « puffs » sont très appréciées par les jeunes. | PHOTO : GUILLAUME SALIGOT, OUEST-FRANCE

passage au Sénat.

Les « puffs » pourraient être tout simplement prohibées dans l'Hexagone. En Europe, l'Allemagne et l'Irlande ont amorcé leur interdiction.

Pour l'instant, difficile de dire ce qui pourrait être mis en place pour faire respecter l'interdiction. Mais, en parcourant le texte, on peut lire « que sera puni de 100 000 € d'amende le fait de vendre, distribuer ou offrir à titre gratuit un dispositif électronique de vapotage méconnaissant les dispositions qu'introduit la proposition de loi ».

Maxime PONSOT.

Maths, compréhension de l'écrit... le niveau a encore baissé

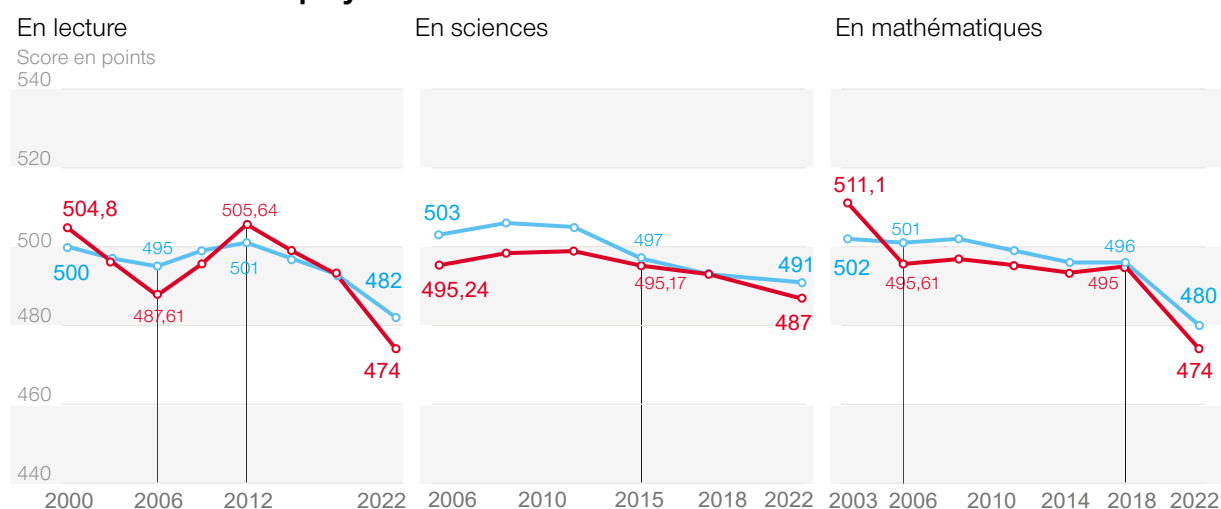
Voilà vingt ans que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) évalue les compétences des élèves de 15 ans et les systèmes éducatifs du monde entier. Pour cette enquête Pisa (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), 690 000 élèves de 81 pays ont participé en 2022 à des tests de mathématiques, de compréhension de lecture, mais aussi de sciences. Et les résultats ne sont guère reluisants : « Ils montrent une baisse inédite de la performance dans l'histoire de Pisa, commente Irène Hu, analyste pour l'OCDE. En maths, la moyenne de l'ensemble des pays a baissé de quinze points par rapport à 2018. »

Copie moins bonne qu'en 2018

Cette tendance globale ne « remet pas en cause la place de la France au sein des pays de l'OCDE ». Comme en 2018, « elle se situe dans la moyenne », avec un niveau « comparable à l'Espagne, la Hongrie ». Mais loin de Singapour ou de la Chine, où les élèves obtiennent encore les meilleurs résultats.

En maths, la France se classe « entre la 15^e et la 29^e place » parmi les 55 pays membres de l'OCDE selon les critères observés, mais la

Évolution des performances moyennes des élèves français et de celles des pays de l'OCDE



copie est moins bonne qu'en 2018 (voir infographies). La chute de performance moyenne est de moins « vingt et un points, contre dix points » pour les autres pays, annonce Irène Hu. En compréhension de l'écrit, les élèves français voient leur note moyenne baisser de dix-neuf points (moins dix points dans l'OCDE), classant le système français

« entre le 11^e et le 29^e rang » sur la même échelle. Et aucun profil n'est épargné : la proportion d'élèves français considérés comme « très performants » aux tests Pisa s'est réduite entre 2012 et 2022 (-5,5 %), alors que celle des « peu performants » a augmenté de 6,5 % durant la période, souligne Irène Hu.

Si l'impact de la crise sanitaire est

jugé « indéniable », le Covid n'explique pas tout, insistent les experts de l'OCDE. « Le climat de discipline » en classe s'est « dégradé », et la pénurie d'enseignants n'arrange rien : en 2022, 67 % des élèves étaient scolarisés dans des collèges et lycées où le manque de professeurs « entravait l'instruction ». Contre 17 % en 2018.

J. B.

Comment Orpea sort de l'ornière

Le groupe, spécialisé dans l'accueil des personnes âgées, affiche sa volonté d'être exemplaire sur le plan humain et salarial.

Du rendement et des dividendes plutôt que des soins. En 2022, le livre *Les fossyeurs* avait mis en lumière des dysfonctionnements dans l'accueil des personnes âgées au sein d'Orpea. Un an plus tard, restructuré sur le plan financier et social, le groupe repart sur des bases plus saines.

Laurent Guillot, le nouveau directeur général, a procédé à une refonte complète du modèle. Car Orpea partait de loin. Amélioration des repas, de l'accueil, parcours de formation pour le personnel, création de dix-neuf comités sociaux d'entreprise contre deux auparavant, signature de vingt-trois accords sociaux. Les salaires ont été revalorisés (entre 2 et 7 % en fonction de l'ancienneté), et un treizième mois est progressivement instauré.

Orpea s'est recentré « sur le cœur de sa mission de soin et d'accompagnement ». Un acheteur de produits locaux pour proposer produits bio et de saison a vu le jour. Il faut y ajouter une plateforme d'écoute téléphonique, la mise en place d'un espace de médiation ainsi qu'un conseil d'orientation éthique.

Orpea, qui emploie 76 000 salariés dans vingt pays, dont 28 000 en France, ne veut pas juste être en règle. Le groupe veut aussi innover dans un



Après avoir retrouvé la confiance des familles, Orpea pourrait changer de nom. | PHOTO : JÉRÔME FOUQUET, OUEST-FRANCE

secteur où le *turn-over* est élevé. Cela passe par une école des métiers et une école de management, des parcours pour ne pas rester au même poste. Orpea prévoit aussi d'accueillir 1 000 alternants.

Le groupe se dotera d'une raison d'être dans ses statuts l'an prochain. Il sera sans doute l'heure de songer à changer de nom. Pour tourner définitivement la page. « On a fait le job mais ce n'est pas fini », estime Laurent Guillot. « Ce sont des métiers difficiles. Nous avons besoin d'un *new deal* pour ce secteur ».

Patrice MOYON.

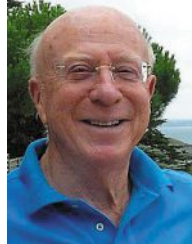
Le regard de Chauuu



Réflexion

« Le travail va changer mais ce n'est pas plus mal ! »

Pascal Pellan, ancien directeur de la chambre de métiers et de l'artisanat des Côtes-d'Armor (1).



« Nous entrons dans une ère de profonde transformation du monde du travail mais, pour de multiples raisons, nous sommes tentés de dire : « Pas de panique ! »

D'abord, parce qu'il est exagéré de dire que l'économie numérique, dopée par l'intelligence artificielle (IA), va jouer négativement sur l'emploi et va inexorablement nous amener vers un monde sans travail.

Quand on analyse la situation actuelle et que l'on projette les courbes démographiques, il est plus à craindre la pénurie de travailleurs que d'emplois. Et tant mieux, car le travail est une partie essentielle de notre humanité et si parfois on souffre de trop travailler, on souffre peut-être encore davantage d'être privé

d'emploi. C'est Boris Vian qui fait dire à l'héroïne de l'un de ses romans : « Tu ne peux pas rester sans travailler, cela te rend fou. »

« Le robot est mon compagnon »

Ensuite, on peut aussi se réjouir que l'innovation technologique peut rendre les métiers plus gratifiants et moins pénibles. Lors des Assises de l'Agriculture et de l'Alimentation organisées le 15 novembre à Saint-Brieuc par *Ouest-France*, le président national de l'Association des salariés agricoles déclarait : « Le robot est mon compagnon ». Et d'ajouter que le robot, effectivement, prenait en charge des travaux pénibles et répétitifs ce qui lui permettait, à lui humain, de se consacrer à des tâches plus responsabilisantes et plus valorisantes. Là où tant d'initiatives ont échoué à rendre les métiers manuels plus attractifs, la technologie, elle, peut réussir.

Par ailleurs, l'innovation technologique peut aussi contribuer à augmenter les capacités humaines et permet-

tre ainsi d'améliorer la vie des gens. C'est vrai, par exemple, pour des robots chirurgicaux d'une précision inégalable par l'humain.

C'est vrai, encore, pour des systèmes d'intelligence artificielle limitant par exemple l'utilisation de l'irrigation ou des pesticides qui permettent de préserver et la santé des agriculteurs et la planète.

« Pas de manichéisme »

De façon assez manichéenne, on a voulu opposer progrès technologique et grandes causes pour la planète. Il n'y a pourtant pas opposition mais bien objectifs partagés ce qui permet au travail de trouver, dans ces conditions, un supplément de sens. Et précisément, à un moment où beaucoup veulent donner du sens à leur travail et participer ainsi à une cause commune, il n'y a jamais eu autant de possibilités et de raisons de le faire.

Dans le domaine de la santé, de l'industrie, de l'agriculture, des transports et de bien d'autres secteurs, il y

a tellement de façons de contribuer, grâce à l'innovation technologique ou de comportement et ne serait-ce que de façon modeste, à un monde meilleur et plus durable.

Enfin, le travail va également changer dans son mode d'organisation. Le télétravail en est déjà une première expression et, demain, la semaine de quatre jours en sera vraisemblablement une autre.

Ces tendances peuvent d'ailleurs avoir un impact positif sur la géographie des territoires et limiter l'excès de concentration et de métropolisation qui pose tant de problèmes au niveau du logement.

Cette vision optimiste mais réaliste s'inscrit dans un contexte d'expansion économique et de gains de productivité. Et là encore, c'est l'innovation technologique qui permettra de créer la richesse capable de financer le modèle social désiré. En clair, il faut se retrouver les manches, mobiliser nos cerveaux pour rendre possible le futur espéré. >>>

(1) Auteur du livre *Pas de panique, le travail a encore de beaux jours devant lui*.